

CAS D'EXPÉRIENCES **DES PAYS** **D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES:**

Un **aperçu de l'aide pour le commerce**
sur le terrain



CAS D'EXPÉRIENCES DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES:

Un **aperçu de l'aide pour le commerce**
sur le terrain

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



TABLE DE MATIÈRES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	5	GRAPHIQUE 8: RÉSULTATS DES CAS D'EXPERIENCES CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION	21
INTRODUCTION	7	GRAPHIQUE 9: ABOUTISSEMENTS DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC	21
PERSPECTIVE RÉGIONALE DES CAS D'EXPERIENCE	9	GRAPHIQUE 10: ABOUTISSEMENTS DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION	22
PERSPECTIVE THÉMATIQUE DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT L'ALC	12	GRAPHIQUE 11: INCIDENCE DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC	23
SUIVI ET ÉVALUATION: RÉSULTATS, ABOUTISSEMENTS ET INCIDENCE	17	GRAPHIQUE 12: INCIDENCE DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION	24
LES FACTEURS DE SUCCÈS ET LES PROBLÈMES RENCONTRÉS	25	GRAPHIQUE 13: FACTEURS DE RÉUSSITE DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION	26
CONCLUSION	29	GRAPHIQUE 14: FACTEURS DE RÉUSSITE DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR CATEGORIE	26
ANNEXE 1: GLOSSAIRE DES CAS D'EXPERIENCE SOUMIS SUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES	31	GRAPHIQUE 15: PROBLÈMES RECONTRÉES DANS LES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR CATÉGORIE	28
ANNEXE 2: MÉTHODOLOGIE POUR LA CODIFICATION DES CAS D'EXPERIENCE	35		
GRAPHIQUES		ENCADRE	
GRAPHIQUE 1: CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT L'ENSEMBLE DE LA RÉGION	9	AMÉRIQUE CENTRALE — LE PROJET D'AUTOROUTE MÉSO-AMÉRICAIN	16
GRAPHIQUE 2: CAS D'EXPERIENCE SOUMIS AU SUJET DE LA SOUS-RÉGION CARAÏBES	10	LA BID LANCE UNE NOUVELLE STRATÉGIE D'INTÉGRATION RÉGIONALE ET UN NOUVEAU FONDS STRATÉGIQUE POUR L'AIDE POUR LE COMMERCE	18
GRAPHIQUE 3: CAS D'EXPERIENCE SOUMIS AU SUJET DE LA SOUS-RÉGION AMÉRIQUE LATINE	11	ENCADRÉ: LE RESPECT DES NORMES, Y COMPRIS DES MESURES SPS – UNE DIMENSION CLÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	23
GRAPHIQUE 4: CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT L'ALC RÉPARTITION PAR CATÉGORIE	11		
GRAPHIQUE 5: PERSPECTIVE THÉMATIQUE DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT L'ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION	14		
GRAPHIQUE 6: CAS D'EXPERIENCE SOUS LA REGION ALC, SUIVI ET EVALUATION	17		
GRAPHIQUE 7: RÉSULTATS DES CAS D'EXPERIENCES CONCERNANT LA RÉGION ALC	20		

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

«Une stratégie nationale d'Aide pour le commerce est essentielle. En l'absence d'une stratégie, la définition des priorités nationales de l'Aide pour le commerce ainsi que le suivi et l'évaluation des flux et de l'incidence de l'Aide pour le commerce à Trinité-et-Tobago se sont révélés extrêmement difficiles. Une stratégie claire, dégagant les priorités et objectifs de l'aide au niveau national, accroît considérablement l'efficacité de l'aide». **Trinité-et-Tobago – Mission de commerce des services en Martinique et en Guadeloupe**

L'intégration du commerce dans les stratégies de développement est de plus en plus un objectif prioritaire pour les gouvernements des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC). Un nombre croissant de projets de développement liés au commerce sont axés sur l'amélioration de la compétitivité nationale dans des secteurs d'exportation clés tels que l'agriculture, les textiles et les services, ainsi que sur la façon dont ces stratégies peuvent être utilisées pour mieux aligner les priorités nationales sur les stratégies de développement économique régionales. Il est clair que si les gouvernements des pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud comprennent la valeur du commerce en tant qu'outil de développement, leurs différences géographiques et quant au niveau de développement montrent qu'il est essentiel d'apporter des réponses spécifiques aux niveaux national et/ou régional à leurs besoins de développement respectifs.

Les flux d'Aide pour le commerce vers la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont atteint au total 3,1 milliards de dollars EU en 2009, alors que la région recevait en moyenne 1,7 milliard de dollars EU par an entre 2002 et 2005. Une partie de ces fonds a été utilisée pour la mise en œuvre de 67 projets, processus ou programmes qui ont été soumis en tant que cas d'expérience relatifs à l'Aide pour le commerce. Ce large échantillon provient d'un groupe représentatif de partenaires de développement, allant de gouvernements et d'universités à des alliances du secteur privé et organisations de la société civile. Il permet de mieux voir ce qui fonctionne ou pas sur le terrain. Même si les cas d'expérience reçus ne représentent qu'un échantillon limité de l'Aide pour le commerce fournie dans l'ensemble de la région, ils montrent bien que les flux d'Aide pour le commerce donnent des résultats.

Les cas d'expérience reçus de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes sont extrêmement divers. Ils portent sur des questions telles que la formation dispensée aux fonctionnaires pour traiter les obstacles non tarifaires comme les mesures sanitaires et phytosanitaires, ainsi que la façon dont certains gouvernements ont réussi à supprimer d'importants goulets d'étranglements dans le domaine des transports. Les autres questions abordées sont le renforcement des capacités de production, l'intégration du commerce dans les stratégies de développement nationales, l'accès au financement du commerce et l'élaboration de réformes de la politique commerciale. Les cas d'expérience font clairement ressortir les points suivants:

- des stratégies nationales doivent être en place pour qu'un pays puisse bénéficier pleinement d'un projet spécifique ou d'un accord commercial régional;
- les programmes ou projets doivent être bien gérés, tant par les donateurs que par les partenaires; la réussite des projets peut avoir d'importants effets multiplicateurs et; enfin,
- Un financement adéquat doit être disponible pendant toute la durée du projet.

INTRODUCTION

En octobre 2010, le Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont lancé une invitation à soumettre des cas d'expérience sur l'Aide pour le commerce. Ces cas d'expérience étaient considérés comme des contributions potentiellement importantes au cadre de suivi de l'OMC/OCDE, car ils constituaient une plate-forme permettant aux fournisseurs et utilisateurs de l'Aide pour le commerce de présenter l'incidence de cette aide sur le commerce, le développement et la réduction de la pauvreté. En mars 2011, 269 cas d'expérience avaient été reçus de la part de pays partenaires, de partenaires de développement, d'organisations internationales, de milieux universitaires, du secteur privé et de la société civile.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est bien représentée dans les cas d'expérience soumis à l'OCDE et l'OMC. Au total, 67 cas d'expérience sur l'Aide pour le commerce dans la région ont été présentés. Ils donnent un aperçu de la manière dont des projets spécifiques ont permis de répondre à certains besoins. Mais ils montrent aussi les lacunes, notamment en ce qui concerne l'infrastructure commerciale matérielle et immatérielle. Parfois, les deux types de projets sont liés. L'installation du système automatique de traitement des données douanières ASYCUDA World à Montserrat en est un exemple. Si le système (le matériel) a été introduit assez facilement, la gestion de ses aspects techniques s'est révélée plus problématique. Il a fallu beaucoup plus de formation professionnelle que ce qui avait été initialement prévu, ce qui a augmenté le besoin de nouveaux financements et réduit l'efficacité globale et le respect du calendrier du projet.

Les cas d'expérience permettent de tirer des enseignements clairs sur les moyens d'améliorer les interventions au titre de l'Aide pour le commerce. Malgré le caractère hétérogène des pays concernés et des sujets traités, les cas d'expérience attirent l'attention sur des problèmes récurrents liés à l'appropriation et la gestion du projet, l'alignement, le financement et le calendrier du projet. L'amélioration des techniques de suivi et d'évaluation, la valeur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, le rôle des chaînes de valeur, la nécessité d'assurer un financement du commerce adéquat et l'importance de la durabilité des projets et programmes font également partie des sujets traités.

Pour tirer les enseignements principaux des cas d'expérience, une méthodologie a été élaborée sur la base d'une série d'éléments communs pouvant être codifiés et analysés. Cette approche permettait d'évaluer les cas d'expérience par rapport à une série commune d'indices qui catégorisaient les communications en fonction du présentateur (pays partenaire, donateur, Sud-Sud, autre), de leur objet (pays partenaires, pays les moins avancés (PMA), petites économies vulnérables (PEV), pays en développement sans littoral, etc.) et des questions traitées (politique commerciale, facilitation des échanges, normes, chaînes de valeur, etc.). Les indices ont ensuite été établis compte tenu des types de problèmes rencontrés, des facteurs de réussite, de la nature de l'intervention au titre de l'Aide pour le commerce (projet, programme ou méthodologie), des résultats, aboutissements et incidences, du rôle du suivi et de l'évaluation ainsi que de la gestion fondée sur les résultats, des enseignements tirés et de l'efficacité globale des interventions.

Cette méthodologie permet de tirer les enseignements principaux du projet et d'en identifier certaines lacunes quant à l'efficacité. Elle crée une plate-forme pour une analyse plus approfondie des thèmes spécifiques et des enseignements tirés. Aux fins de l'analyse réalisée pour le présent rapport, il importe

de noter que certains projets individuels ont été codifiés en fonction de plusieurs éléments. Ainsi, un projet peut traiter de plusieurs thèmes, avoir plusieurs résultats et incidences, et comporter différents problèmes ou facteurs de réussite. L'analyse figurant dans le texte et les illustrations graphiques correspondantes est axée sur le nombre de fois où les catégories «infrastructure de réseau» ou «normes» ont été indiquées comme thèmes traités dans un cas d'expérience spécifique. Certains éléments sont naturellement codifiés une seule fois par cas d'expérience, par exemple l'application de méthodes d'évaluation et de suivi ou l'efficacité du projet.

Pour la codification des «facteurs de réussite», par exemple, six options étaient proposées: «aucun signalé»; «appropriation par le pays partenaire»; «engagement actif du secteur privé»; «mécanismes nationaux de coordination ou de mise en œuvre efficaces»; «engagement du donateur»; et «détermination du pays partenaire à mettre en œuvre les enseignements tirés». Pour ce qui est de l'«incidence du projet ou programme», il y avait onze options de codification: «aucune signalée»; «mobilisation de l'investissement national dans le secteur»; «mobilisation de l'investissement étranger»; «création d'emplois»; «croissance des exportations»; «croissance sectorielle ou de l'ensemble de l'économie»; «autonomisation des femmes»; «réduction de la pauvreté»; «incidence positive sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)»; «incidence positive sur l'intégration commerciale régionale et/ou croissance des échanges régionaux»; et «incidence négative (préciser)».

La méthodologie est limitée dans deux domaines:

Analyse partielle – Même si la codification des résultats de tous les cas d'expérience à travers les régions est fondée sur un ensemble d'indices cohérent, il y a un biais intrinsèque du fait que ce ne sont pas les auteurs qui ont codifié l'information.

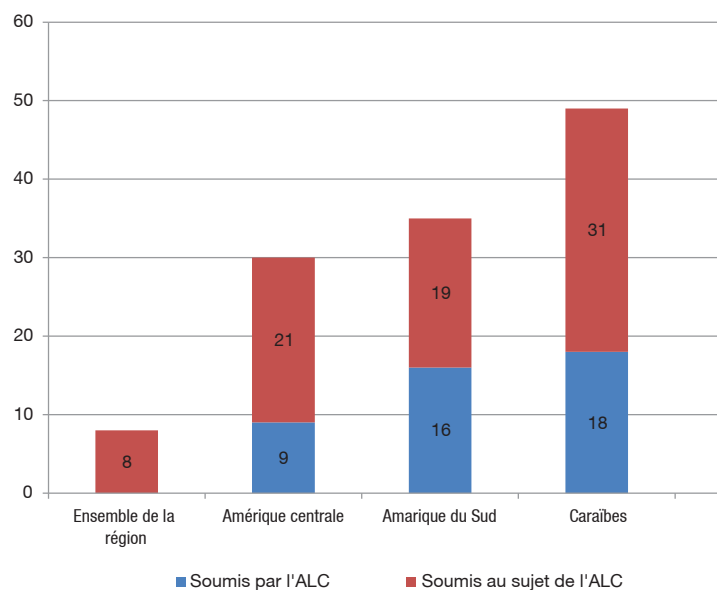
Cas d'expérience – Même s'il était entendu qu'une certaine forme d'analyse des cas d'expérience serait réalisée, leurs auteurs n'étaient pas informés à l'avance de la méthode d'évaluation. Celle-ci a été développée après la communication des cas d'expérience pour l'analyse de l'échantillon.

Les codes utilisés dans la méthodologie figurent à l'annexe 2.

PERSPECTIVE RÉGIONALE DES CAS D'EXPÉRIENCE

Au total, 67 cas d'expérience sur l'aide pour le commerce ont été présentés pour la région de l'Amérique latine et des caraïbes. Sur ce total, 33 concernaient des projets, 23 étaient axés sur des programmes et onze sur des processus. Les cas d'expérience étaient organisés en trois sous-régions: Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du sud; le Belize, le Guyana et le Suriname étant inclus dans les Caraïbes aux fins de cette analyse. Le graphique 1 présente une ventilation régionale des cas d'expérience, y compris huit cas visant l'ensemble de la région ALC. En ce qui concerne les graphiques contenus dans le présent rapport, il importe de noter que les cas d'expérience individuels peuvent se rapporter à plusieurs sous-régions. Par conséquent, les nombres cités dans ces graphiques seront supérieurs au total des 67 cas d'expérience soumis. Le graphique montre que, alors que neuf cas d'expérience ont été soumis par des pays d'Amérique centrale, plus du double l'ont été pour des projets et programmes réalisés en Amérique centrale. En Amérique du sud, la situation est plus équilibrée, avec 16 cas soumis par des acteurs sud-américains et 19 pour des projets dans cette région. Dans les Caraïbes, 18 cas d'expérience ont été soumis par des gouvernements ou des institutions actives dans la région et 31 ont été reçus au sujet de la région.

GRAPHIQUE 1: CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT L'ENSEMBLE DE LA RÉGION



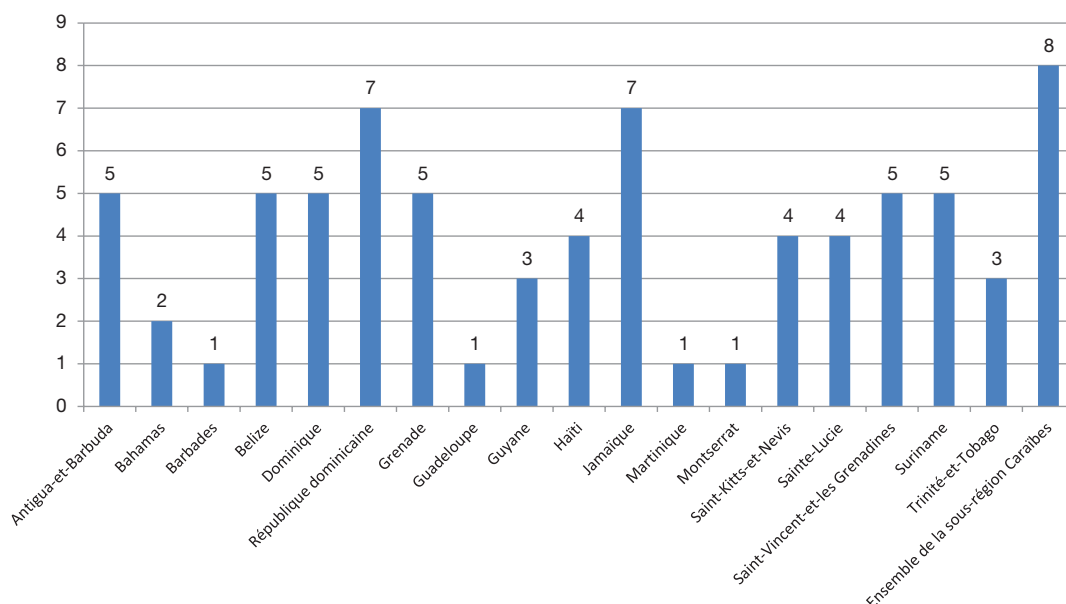
Note: Étant donné que les cas d'expérience individuels se rapportent parfois à plusieurs sous-régions, les chiffres de ce graphique seront plus élevés.

Huit cas d'expérience avaient une portée régionale, c'est-à-dire qu'ils visaient les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Ils étaient axés sur la fourniture d'assistance technique ou l'amélioration de l'accès au financement du commerce à la suite de la crise économique de 2008. Les programmes de formation régionaux, les réformes et la mise en œuvre des politiques commerciales, l'accès aux chaînes de valeur régionales ou mondiales et la nécessité de remédier aux obstacles à l'exportation tels que les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) figuraient également parmi les sujets traités.

L'intégration régionale est une priorité pour les sous-régions et plusieurs des programmes et projets applicables à la région ALC ont été conçus pour augmenter la résilience de l'économie de la région ou renforcer ses capacités humaines par le biais de la formation spécialisée. Les cas d'expérience tels que celui qui a été soumis par la Banque interaméricaine de développement (BID), au sujet de ses activités de formation sur les règles d'origine destinées aux agents des douanes et négociateurs commerciaux, en sont un bon exemple. Beaucoup de cas d'expérience mettaient l'accent sur l'accroissement des capacités d'exportation de pays de la région, notamment en ce qui concerne l'exportation des produits agricoles. Par exemple, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a soumis trois cas d'expérience qui comportent tous une composante SPS: le premier est axé sur le renforcement des services nationaux en matière de santé dans l'agriculture et de sécurité sanitaire des produits alimentaires; le deuxième porte sur l'assistance aux cadres SPS institutionnels par la formation de 230 fonctionnaires de 32 pays participants; et le troisième présente un projet d'assistance aux fonctionnaires pour la préparation de leurs programmes SPS nationaux.

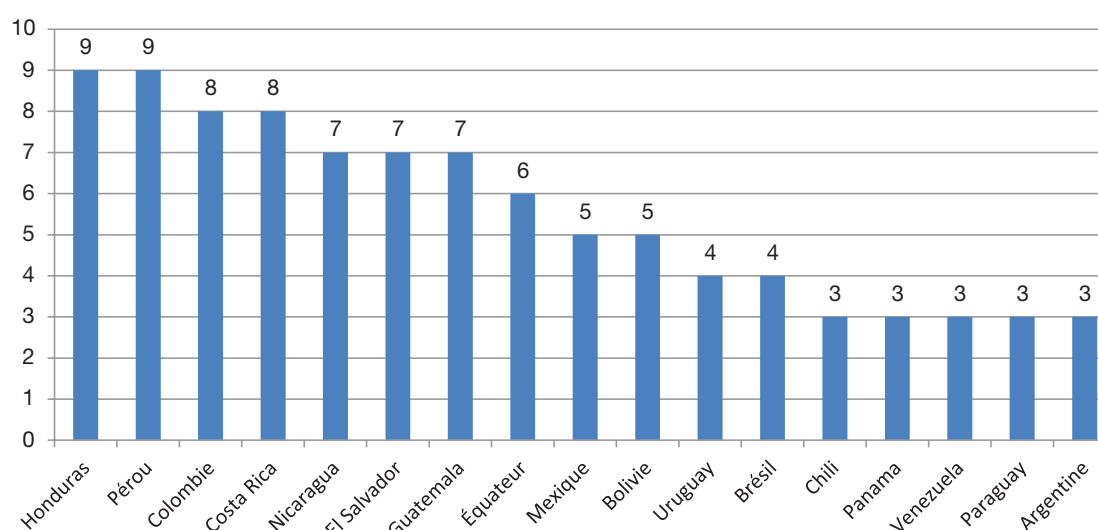
La BID a également soumis deux cas d'expérience régionaux. Le premier décrivait les efforts déployés pour faire en sorte que les lignes de crédit restent ouvertes à la suite de la crise économique. Commenant par un réseau de petite taille, elle l'a élargi pour y inclure 240 banques appartenant à 88 groupes bancaires différents de 53 pays. À la fin de 2010, le Programme de réactivation du financement du commerce de la BID avait approuvé plus de 1,2 milliard de dollars EU en lignes de crédit et accordé des garanties d'une valeur supérieure à 800 millions de dollars EU. D'autres cas d'expérience au niveau de la région ALC incluaient des communications présentées par l'Organisation des États américains (OEA) sur un projet de politique commerciale destiné à 500 fonctionnaires gouvernementaux, et un cas d'expérience soumis par l'Espagne sur le financement d'un atelier dirigé par la CNUCED et consacré aux accords internationaux en matière d'investissement.

GRAPHIQUE 2: CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS AU SUJET DE LA SOUS-RÉGION CARAÏBES

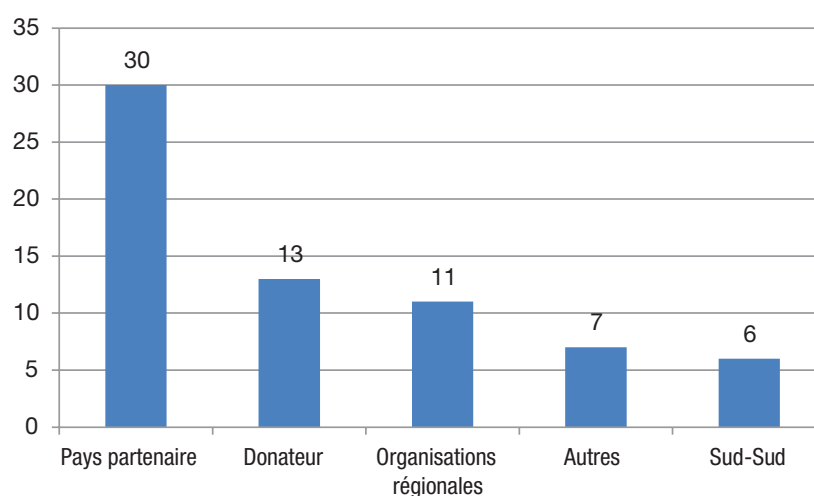


Note: Les cas d'expérience individuels pouvant se rapporter à plusieurs pays, les chiffres de ce graphique seront supérieurs au nombre total de cas d'expérience soumis au sujet de la sous-région Caraïbes.

GRAPHIQUE 3: CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS AU SUJET DE LA SOUS-RÉGION AMÉRIQUE LATINE



GRAPHIQUE 4: CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT L'ALC RÉPARTITION PAR CATÉGORIE



La plupart des 67 cas d'expérience reçus ont été présentés par des pays partenaires. Ces derniers en ont soumis plus de deux fois plus que les donateurs traditionnels. Dans presque tous les cas, ils ont fait référence à la source de financement initiale pour un projet donné, même si ce projet ou programme faisait intervenir des tierces parties chargées de la mise en œuvre ou de la coordination de l'activité en question. Les communautés économiques régionales comme la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) ou le Centro de Derecho Económico Internacional (CDRI), ont soumis au total onze cas d'expérience. Elles étaient suivies de la catégorie «Autres» qui rassemblait les cas d'expérience soumis par des institutions universitaires ou des organisations de la société civile telles que le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD).

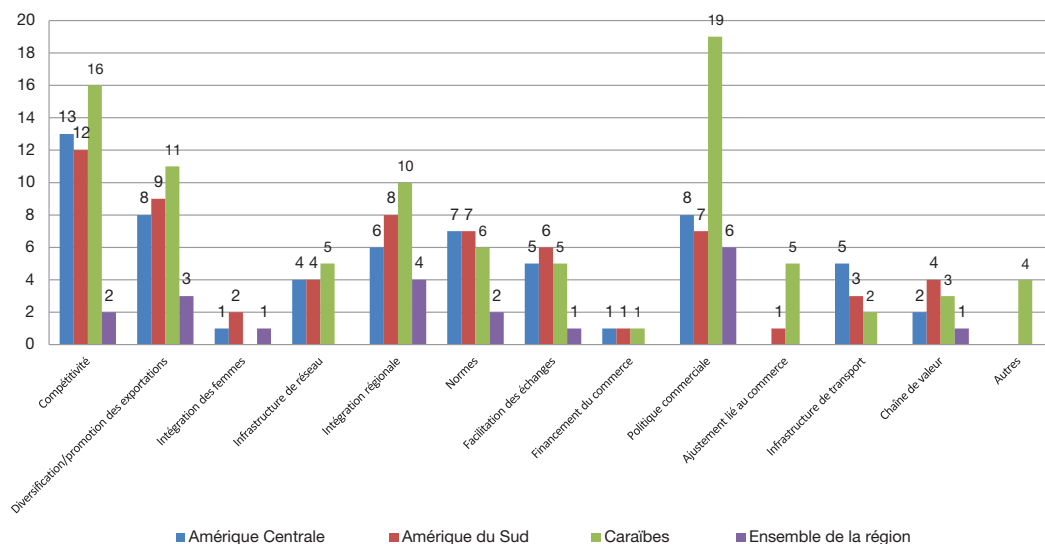
Six cas d'expérience ont été soumis par des partenaires Sud-Sud, c'est-à-dire des pays en développement finançant des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités dans d'autres pays en développement. L'Argentine a soumis trois cas d'expérience de ce type, le premier concernant un projet réalisé en Bolivie pour aider les producteurs de viande à stocker et transporter la viande en toute sécurité; le deuxième concernant un projet réalisé dans le secteur laitier au Pérou pour aider les producteurs de lait à augmenter la valeur ajoutée de leurs produits en produisant du fromage; et le troisième concernant un projet au Nicaragua visant à informer les pêcheurs sur les techniques de pêche durable. Le Chili a soumis un cas d'expérience sur l'aide qu'il apporte à El Salvador pour promouvoir ses exportations. Les autres cas d'expérience concernant la coopération Sud-Sud étaient deux projets du Taipei chinois, sur l'augmentation des exportations de papaye au Guatemala et le développement de la production de légumes d'Orient au Honduras, ainsi qu'un projet de Trinité-et-Tobago sur la fourniture d'une assistance technique visant à encourager l'échange de services entre Trinité-et-Tobago et la Guadeloupe et la Martinique.

PERSPECTIVE THÉMATIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT L'ALC

Les cas d'expérience communiqués pour l'Amérique latine et les Caraïbes portent sur un large éventail de thèmes liés à l'Aide pour le commerce et reflètent la diversité de la région de l'Amérique latine dans son ensemble. Ils permettent également de mettre en lumière la diversité du niveau de développement et des priorités dans la région. Les pays de la région ALC sont très différents sur le plan géographique et par la taille de leurs populations. Les uns sont de petits États insulaires comptant seulement quelques dizaines de milliers d'habitants et d'autres de grands pays en développement avec une forte croissance démographique. Les différences quant aux profils économiques, niveaux du produit intérieur brut (PIB) et revenus par habitant constituent un large éventail des questions de développement. Certains, comme les petites économies vulnérables, peuvent avoir des points forts dans le secteur des services mais manquent de capacités de production dans le secteur manufacturier. Ils ont donc des difficultés à accéder aux principaux marchés d'exportation. D'autres sont bien situés géographiquement pour tirer parti des marchés du monde entier, mais doivent s'employer en permanence à maintenir leurs avantages compétitifs durement acquis.

L'interconnexion d'un grand nombre de questions montre l'effet multiplicateur que peut avoir l'Aide pour le commerce lorsqu'elle vise plusieurs questions commerciales différentes mais liées dans un pays. Par exemple, un projet d'amélioration de la compétitivité dans un secteur donné peut aussi mettre l'accent sur les normes ou l'accès aux chaînes de valeur. Le Costa Rica en a fait l'expérience lorsqu'il a initialement donné la priorité à l'augmentation de l'investissement étranger direct dans son économie pour permettre à ses petites et moyennes entreprises (PME) de participer davantage aux chaînes de valeur mondiales. Les investissements dans les équipements de transport, l'infrastructure de télécommunication et les services relatifs à l'énergie ont finalement permis aux PME du pays d'accéder à quelques chaînes de valeur mondiales importantes. Ces mêmes PME sont finalement devenues les fournisseurs nationaux de sociétés technologiques de pointe actives dans les domaines de l'électronique, des pièces automobiles et des dispositifs médicaux.

Le graphique ci-dessous présente une perspective thématique des cas d'expérience de la région ALC et montre la fréquence avec laquelle les différents thèmes faisaient l'objet de cas d'expérience dans chacune des trois sous-régions ou dans l'ensemble de la région. Par exemple, comme le montre le graphique, la diversification et la promotion des exportations étaient abordées dans onze cas d'expérience sur 49 pour la sous-région Caraïbes.

GRAPHIQUE 5: PERSPECTIVE THÉMATIQUE DES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT L'ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION

Le thème mentionné le plus souvent dans les trois sous-régions était la compétitivité. Il était surtout présent pour les Caraïbes (16 mentions), puis pour l'Amérique centrale (13) et l'Amérique du Sud (12).

Dans les Caraïbes, plusieurs cas d'expérience concernant la compétitivité portaient sur l'accroissement de la valeur ajoutée ou la valorisation de l'image de marque des produits pour en faciliter l'exportation, ou encore sur l'amélioration de la compétitivité dans le secteur des services. Deux cas d'expérience concernaient la production de rhum. Le premier, soumis par la CARICOM, montrait comment les nouvelles marques de rhum avaient été établies dans la région et comment elles étaient exportées avec succès vers l'Union européenne. Le second, soumis par le Centre européen de gestion des politiques de développement, était axé sur l'amélioration des techniques de production et l'utilisation de campagnes de commercialisation internationales pour vendre du rhum à l'étranger. Dans le même temps, l'Agence de développement des Caraïbes a soumis un cas d'expérience sur l'amélioration de la compétitivité et la promotion du développement des échanges et des exportations grâce à un programme conçu pour aider les PME à améliorer leurs services de tourisme.

Juste derrière la compétitivité venait la question de la politique commerciale. Si les réglementations et réformes de la politique commerciale étaient un thème central dans les Caraïbes (19 mentions), elles l'étaient moins en Amérique centrale (8), en Amérique du Sud (7) et dans l'ensemble de la région ALC (6). Dans la région caribéenne, la réforme de la politique commerciale était le plus souvent mentionnée en relation avec les accords commerciaux régionaux, notamment l'Accord de partenariat économique que la région avait conclu avec l'Union européenne. Le cas d'expérience de la CARICOM sur un projet conjoint du Fonds européen de développement et du Secrétariat du Commonwealth est un bon exemple. Le projet «Hub and Spokes» englobait tous les principaux thèmes liés à la formulation, la négociation et la mise en œuvre de la politique commerciale, et a abouti à la formation approfondie de plus de 2 800 fonctionnaires de la CARICOM et de pays membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales. En Amérique centrale, le Mexique a soumis un cas d'expérience sur son Plan de développement national (2007-2012), qui vise à stimuler la compétitivité par la restructuration de

la politique commerciale du pays, y compris par des réductions tarifaires, des réformes douanières et d'autres simplifications des réglementations destinées à réduire les coûts de la création d'une entreprise. En Amérique du Sud, un exemple est fourni par le Pérou, qui a soumis un cas d'expérience sur l'intégration du commerce dans sa stratégie de développement. Avec de nombreux partenaires de développement, le Pérou a pu introduire plusieurs réformes de la politique commerciale afin de renforcer la compétitivité et l'accès aux chaînes de valeur, tout en attirant davantage d'investissements étrangers.

La diversification et la promotion des exportations étaient le troisième principal thème, devant l'intégration régionale, les normes, la facilitation des échanges, l'infrastructure de réseau, les chaînes de valeur et l'infrastructure de transport. Venaient ensuite l'ajustement lié au commerce, l'intégration de la problématique homme-femme et le financement du commerce.

Les normes et l'infrastructure de transport étaient deux questions plus présentes dans les pays d'Amérique centrale que dans les autres sous-régions. Plusieurs cas d'expérience concernaient le Projet méso-américain, notamment les systèmes de transport routier et de facilitation des échanges mis en place pour relier les pays d'Amérique centrale (voir encadré). Un autre thème était l'assistance ciblée fournie par les donateurs pour stimuler la production agricole dans plusieurs pays de la région. Les réglementations et réformes de la politique commerciale constituaient la troisième catégorie la plus citée.

En Amérique du Sud, la plupart des cas d'expérience étaient axés sur la compétitivité (12), puis la diversification et la promotion des exportations (9), et l'intégration régionale (8). Il est clair que pour tirer profit de l'accès aux nouveaux marchés obtenu grâce aux accords commerciaux régionaux, les exportateurs ont dû faire face à une concurrence accrue dans toute l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. En conséquence, ils ont dû améliorer leurs produits, abaisser les prix à la production, réduire les coûts de transport et lancer de meilleures campagnes de commercialisation pour promouvoir leurs exportations et réaliser des ventes à l'étranger. Le Chili, par exemple, a sélectionné, dans le cadre de son programme Pymexporta plus de 100 entreprises sur un total de 7 000 considérées comme ayant un potentiel d'exportation. Les gérants et propriétaires ont été formés aux procédures de respect des réglementations en matière d'exportation et ont reçu des conseils sur le caractère approprié et la commercialisation des produits. Les autorités chiliennes jugeaient que cela était essentiel pour que les PME puissent tirer profit des possibilités accrues d'accès aux marchés résultant des accords commerciaux régionaux récemment conclus par le Chili.

S'agissant de la diversification et de la promotion des exportations, le projet Exporta Fácil soumis par l'Union postale universelle explique comment les PME d'Amérique du Sud ont tiré parti des services de courrier pour livrer leurs produits aux clients de façon plus économique, notamment au Pérou et au Brésil. Un autre exemple de diversification des produits et de promotion des exportations vient du secteur agricole. Le Pérou a soumis un cas d'expérience sur la façon dont il a encouragé la production biologique du légume Maca, connu pour ses vertus thérapeutiques, par un projet ambitieux qui prévoyait non seulement un transfert de technologies et de savoir-faire mais également une assistance au développement d'un système de certification des produits biologiques.

Pour ce qui est de l'intégration régionale, plusieurs cas d'expérience concernaient les Caraïbes. Un cas soumis par la CARICOM, par exemple, visait à aider le secteur privé à tirer parti de l'Accord de partenariat économique (APE) conclu avec l'Union européenne. Il a abouti à 18 projets concrets conçus pour améliorer les possibilités commerciales ainsi que la coopération et l'intégration au niveau régional. Un projet connexe a été soumis par l'ICTSD. Il concernait le Fonds d'affectation spéciale pour l'aide pour le commerce et l'intégration régionale en faveur des Caraïbes (CARTFund), lequel encourageait la

création d'unités nationales de mise en œuvre de l'APE, l'unité régionale étant établie au Secrétariat de la CARICOM. Ce projet a également abouti à l'établissement d'alliances de services et de projets liés au tourisme par les autorités nationales et régionales.

Amérique centrale — Le projet d'autoroute méso-américaine

Les investissements dans les infrastructures liées au commerce, matérielles et immatérielles, réalisés dans le cadre du Projet méso-américain (PM), visent à relier les marchés et à surmonter des obstacles dans la région qui revêtent une importance cruciale pour la réduction des frais commerciaux et des coûts de transport. Les questions connexes concernent les moyens d'améliorer la compétitivité commerciale, d'attirer l'investissement étranger et de fournir efficacement des marchandises et des services sur le marché mondial. Parallèlement, le PM aidera à promouvoir la convergence des accords de libre-échange signés par les pays de la région. Pour maximiser le potentiel des projets d'infrastructure, il est essentiel de créer le cadre institutionnel nécessaire pour réduire les coûts commerciaux imputables à des procédures déficientes et à la mauvaise coordination entre les marchés nationaux.

À l'heure actuelle, la vitesse moyenne des camions qui transportent les marchandises d'un pays à l'autre en Amérique centrale est de 10 km/h. Les camions mettent parfois 24 heures pour parcourir les 130 km d'autoroute reliant El Salvador au Nicaragua via le Honduras. Les formalités répétitives et redondantes aux points de passage des frontières nationales sont l'un des principaux problèmes, car elles limitent les échanges et augmentent considérablement les frais de transport. D'ici 2015, le Corridor du Pacifique devrait devenir une autoroute de premier ordre avec des infrastructures, des équipements et des systèmes de transport améliorés à toutes les frontières, avec une incidence très favorable sur le commerce et l'intégration régionale. D'autres projets visant à développer le transport maritime régional et les réseaux ferroviaires sont en cours. Actuellement, la BID fournit environ 25 millions de dollars EU sous forme de dons pour financer des études de faisabilité et une assistance technique. Source: Banque interaméricaine de développement.

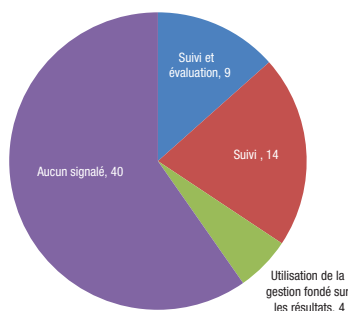
SUIVI ET ÉVALUATION: RÉSULTATS, ABOUTISSEMENTS ET INCIDENCE

Évaluer l'incidence de l'Aide pour le commerce est l'objectif principal du troisième Examen global de l'Aide pour le commerce. Les cas d'expérience donnent des indications permettant de voir si l'Aide pour le commerce est efficace ou non. La plupart des cas soumis par l'ALC ou concernant cette région ont effectivement exposé ou mentionné les résultats et aboutissements découlant des projets ou programmes d'Aide pour le commerce. Par contre, il y a eu moins d'indications concernant l'incidence. La raison en est peut-être le fait que "l'incidence" en tant que telle est plus difficile à mesurer et qu'il peut être nécessaire de disposer de données de référence ou d'indicateurs spécifiques pour déterminer si une intervention a effectivement eu une incidence, ou a réalisé son objectif initial et/ou des objectifs supplémentaires ou non prévus. Le cas d'expérience sur le projet Hub and Spokes de la CARICOM, portant sur la formulation de la politique commerciale, a fait spécifiquement référence à ce problème. Il a été suggéré d'envisager la "possibilité d'utiliser des indicateurs plus solides de l'incidence d'un projet" dans les projets futurs.

En ce qui concerne les techniques de suivi et d'évaluation, l'analyse montre qu'un peu plus de 40 pour cent des cas d'expérience ont bien procédé à un certain suivi au sujet de l'activité menée effectivement au titre de l'Aide pour le commerce. D'autres ont mentionné le suivi en relation avec l'évaluation, et cinq cas d'expérience ont fait référence à l'application d'un type de gestion fondée sur les résultats. Le projet Hubs and Spokes dans les Caraïbes, mentionné plus haut, en est un exemple. Il se caractérise par une gestion rigoureuse du projet et une évaluation permanente des résultats. Il utilise également des rapports de situation semestriels et des programmes de travail. Des «consultations des parties prenantes» sont également organisées, qui permettent de recueillir des renseignements utiles et d'identifier les éventuels domaines dans lesquels il faudrait continuer à renforcer les capacités. Il convient aussi de rappeler que même si le suivi et l'évaluation ne sont pas mentionnés dans le cas d'expérience, cela ne veut pas nécessairement dire que ces techniques n'ont pas été utilisées – elles n'ont simplement pas été signalées.

Le Fonds d'affectation spéciale pour l'aide pour le commerce et l'intégration régionale en faveur des Caraïbes (CARTFund), aussi mentionné brièvement plus haut, est un autre exemple caribéen de la gestion fondée sur les résultats. Dans la conclusion du cas d'expérience, il est indiqué qu'il est très difficile d'évaluer les résultats ou les incidences. Des renseignements sous forme de données de référence sont nécessaires, ainsi que de bonnes statistiques.

GRAPHIQUE 6: CAS D'EXPÉRIENCE SOUS LA REGION ALC, SUIVI ET EVALUATION



Rapport sur les résultats

D'après les cas d'expérience présentés, les résultats les plus mentionnés au sujet de l'Aide pour le commerce dans la région Amérique latine-Caraïbes concernaient les activités de formation. Pas moins de 57 cas d'expérience ont indiqué la formation comme résultat spécifique d'un projet ou programme donné. Ces activités incluaient des ateliers, des cours universitaires, des séminaires, des voyages d'études et des conférences. Les nouveaux processus

sont le deuxième résultat le plus mentionné après les activités de formation. Pas moins de 51 cas d'expérience faisaient état de nouveaux processus, concernant par exemple de nouvelles procédures à la frontière mises en place pour accélérer les transactions, et de nouvelles règles administratives ou méthodes introduites soit par le secteur public, soit par le secteur privé. La troisième catégorie de résultats la plus mentionnée concernait les nouvelles politiques, liées le plus souvent aux réformes ou changements de politique commerciale mis en place à la suite de nouveaux accords commerciaux régionaux.

La BID lance une nouvelle stratégie d'intégration régionale et un nouveau fonds stratégique pour l'aide pour le commerce

Le 22 mars 2011, la BID a approuvé la Stratégie sectorielle en faveur d'une intégration compétitive aux niveaux régional et mondial. Il y est proposé d'investir simultanément dans les éléments immatériels et matériels de l'intégration pour augmenter la compétitivité et créer des emplois en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'objectif de la Stratégie est d'accroître et de mieux cibler la contribution de la Banque à une intégration compétitive de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) aux niveaux régional et mondial. La Stratégie constitue le cadre permettant à la Banque de réaliser son objectif de 15 pour cent de prêts annuels pour des projets d'intégration d'ici à la fin de 2015, et de contribuer à toutes les dimensions des objectifs de développement régional liés à l'intégration.

L'idée – force de la Stratégie est que la Banque doit agir à la fois sur l'aspect immatériel (cadre politique et réglementaire) et l'aspect matériel (intégration physique) de l'intégration, pour assurer la cohérence entre les interventions régionales et nationales. Même si les investissements dans le volet immatériel nécessitent moins de ressources, ils peuvent augmenter l'efficacité de l'infrastructure d'intégration et mobiliser les investissements dans le volet matériel. Il est essentiel de mettre l'accent sur les pôles immatériel-matériel et de renforcer la production de biens publics régionaux pour conserver l'avantage comparatif historique de la BID en tant que banque d'intégration de la région Amérique latine-Caraïbes.

La Banque interaméricaine de développement (BID) a également annoncé la création d'un nouveau Fonds thématique stratégique d'Aide pour le commerce destiné à aider le secteur public et le secteur privé d'Amérique latine et des Caraïbes à s'intégrer dans l'économie mondiale. L'objectif du Fonds est d'aider les pays à bénéficier de la libéralisation des échanges et d'un meilleur accès aux marchés en utilisant les ressources issues des dons pour remédier aux contraintes du côté de l'offre. Le Président de la BID, M. Luis Alberto Moreno, a annoncé la création du Fonds et l'engagement du Royaume-Uni à y apporter une contribution importante, lors de la réunion du Conseil d'administration tenue le 19 novembre 2010. À l'heure actuelle, le Royaume-Uni, le Canada et la Suisse ont apporté des contributions financières au Fonds.

Dans la plupart des pays et régions de l'ALC, d'importants obstacles du côté de l'offre doivent être surmontés pour que les pays puissent jouer un rôle actif dans le système commercial mondial et utiliser le commerce comme instrument de croissance et de réduction de la pauvreté. Cependant, la région ALC ne reçoit actuellement pas une part significative de l'aide publique au développement (APD) liée au commerce par rapport à d'autres régions, comme l'Asie ou l'Afrique. Le Fonds vise à constituer un cadre opérationnel pour répondre aux priorités mondiales dans la région, permettant ainsi aux donateurs d'honorer les engagements déjà contractés tout en renforçant l'efficacité aux fins du développement.

Plus spécifiquement, le Fonds soutiendra les activités relevant des quatre grands domaines suivants: politique commerciale; négociation et mise en œuvre des accords commerciaux; facilitation des échanges et développement du secteur privé; et initiatives permettant de relier des marchés complémentaires à l'infrastructure physique, qui consistent, par exemple, à harmoniser les cadres réglementaires, à réduire les coûts de transit et à mener des activités d'ajustement liées au commerce pour aider les pays à s'adapter à la libéralisation des échanges et aux normes techniques, y compris les mesures sanitaires et phytosanitaires. Le Fonds a également deux priorités horizontales: le commerce et la problématique homme-femme, et le commerce et l'environnement.

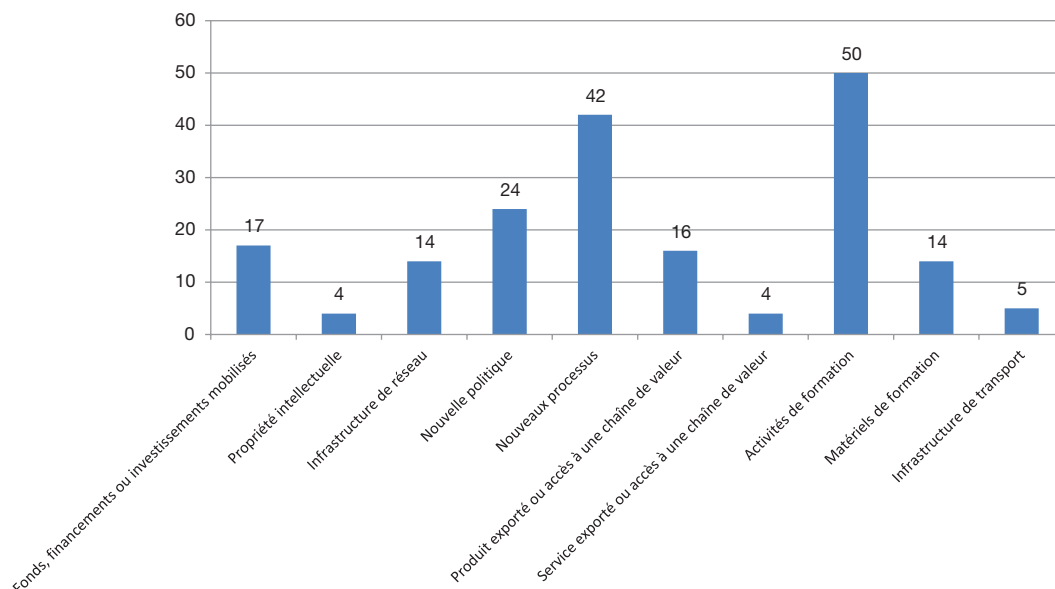
Au niveau mondial, il est prévu que le Fonds contribuera à promouvoir l'harmonisation et la coordination des interventions des donateurs multilatéraux à la fois aux niveaux national et régional, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, en encourageant l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation, la gestion fondée sur les résultats et la responsabilité mutuelle, l'accent étant clairement mis sur le suivi et l'évaluation.

Le Fonds permettra aussi à la BID de mobiliser des ressources pour la région par l'intermédiaire d'autres institutions régionales, facilitant ainsi la coordination et la spécialisation. Il s'agit d'un Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, créé en tant que Fonds stratégique thématique (FST) dans le cadre du «Nouveau cadre de coopération technique» de la BID.

Les autres résultats fréquemment mentionnés sont les fonds financés ou investissements mobilisés (23) et les produits exportés (17). La mobilisation de fonds et les produits exportés pourraient être considérés comme l'un des résultats les plus tangibles de l'Aide pour le commerce, en ce sens que les décaissements ont un résultat direct sur les exportations, ou permettent de positionner un produit particulier ou ses composants de façon à les rendre compétitifs au niveau régional ou international.

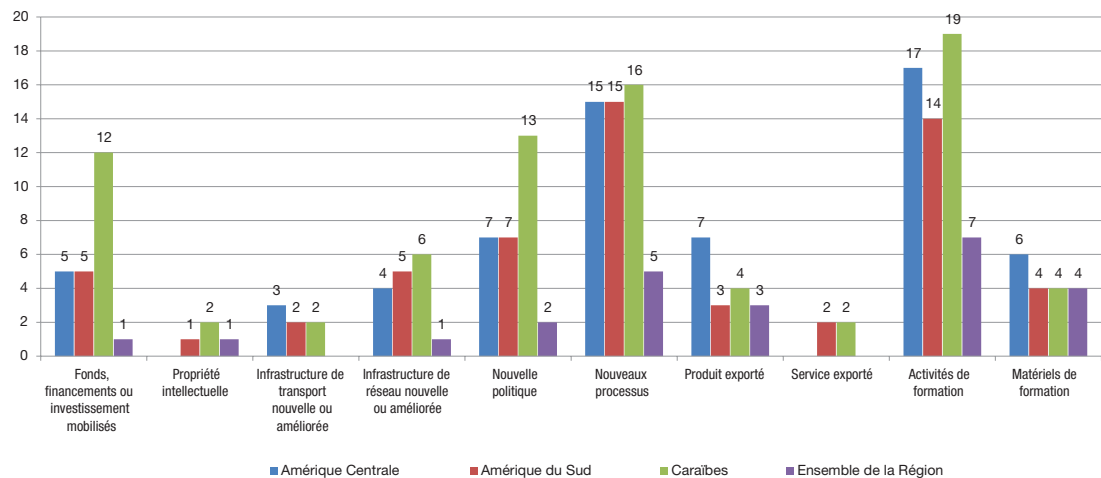
Au niveau sous-régional, les activités de formation étaient mentionnées le plus souvent pour la région caribéenne, puis pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Les nouveaux processus et les nouvelles politiques étaient, respectivement, les deuxième et troisième catégories les plus souvent mentionnées. Ces résultats donnent à penser que dans de nombreux cas, des fonctionnaires et des personnes du secteur privé ont reçu une formation sur les nouvelles méthodes de travail, l'amélioration des prescriptions en matière d'essais, ou d'autres modifications administratives que des pouvoirs publics avaient introduites ou prévoyaient de mettre en œuvre. Le Costa Rica, par exemple, a dispensé une formation approfondie à des fonctionnaires sur tous les aspects du commerce, après l'introduction de sa nouvelle politique commerciale. Il s'agissait d'aider le pays à profiter davantage des nouveaux débouchés. D'autres exemples sont les pays qui ont introduit de nouveaux systèmes de dédouanement automatisés comme la Colombie, la Dominique, El Salvador et Haïti. Les décisions des pouvoirs publics de rationaliser les procédures de dédouanement ont entraîné une augmentation considérable des activités de formation, non seulement pour les fonctionnaires mais aussi pour le personnel chargé de maintenir ces systèmes.

GRAPHIQUE 7: RÉSULTATS DES CAS D'EXPERIENCES CONCERNANT LA RÉGION ALC

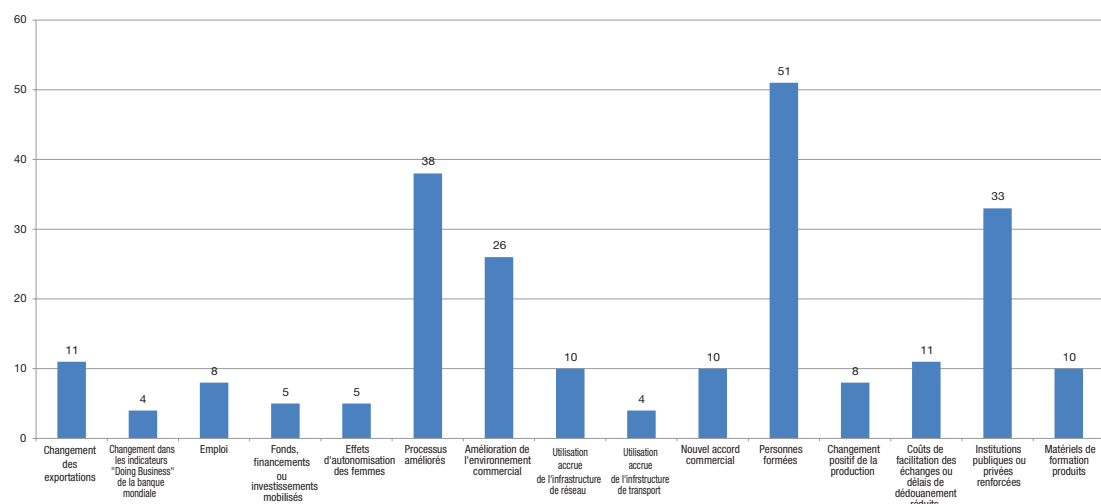


Rapport sur les aboutissements

En ce qui concerne l'analyse des aboutissements cités dans les cas d'expérience de la région ALC, la codification a permis d'évaluer en gros 15 catégories différentes, allant des nouveaux accords commerciaux et des processus améliorés à des résultats plus mesurables comme un changement concernant les exportations ou l'emploi. D'une manière générale, la catégorie «personnes formées» était l'aboutissement le plus souvent mentionné (58 fois). Venaient ensuite les catégories «processus améliorés» et «institutions publiques ou privées renforcées» (mentionnées 47 et 36 fois, respectivement). D'autres catégories mentionnées assez fréquemment étaient les améliorations de l'environnement commercial (28) et la réduction des coûts de facilitation des échanges (13). Les catégories «changement des exportations» et «utilisation accrue de l'infrastructure de réseau» ont toutes deux été mentionnées 12 fois, suivies par la catégorie «emploi» (11). Les catégories «matériels de formation produits» et «nouvel accord commercial» ont été mentionnées dix fois chacune, suivies des catégories «fonds, financements ou investissements mobilisés» (9) et «changements positifs de la production» (8). Les aboutissements les moins mentionnés étaient l'utilisation accrue de l'infrastructure de transport (6), les effets d'autonomisation des femmes (5) et un changement dans le classement des indicateurs «Doing Business» de la Banque mondiale (4).

GRAPHIQUE 8: RÉSULTATS DES CAS D'EXPERIENCES CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION

«L'artisanat, source d'emplois et de devises pour le pays, joue un rôle important dans l'économie péruvienne. Cependant, la concurrence mondiale oblige les artisans à être informés, formés et mis à niveau régulièrement afin de pouvoir élaborer de nouveaux produits et modèles capables de soutenir la concurrence aux niveaux national et international, sur ce qui est un marché mondial en perpétuel mouvement.» **Cas d'expérience du Pérou sur l'industrie du textile artisanal à Cuzco (Pérou).**

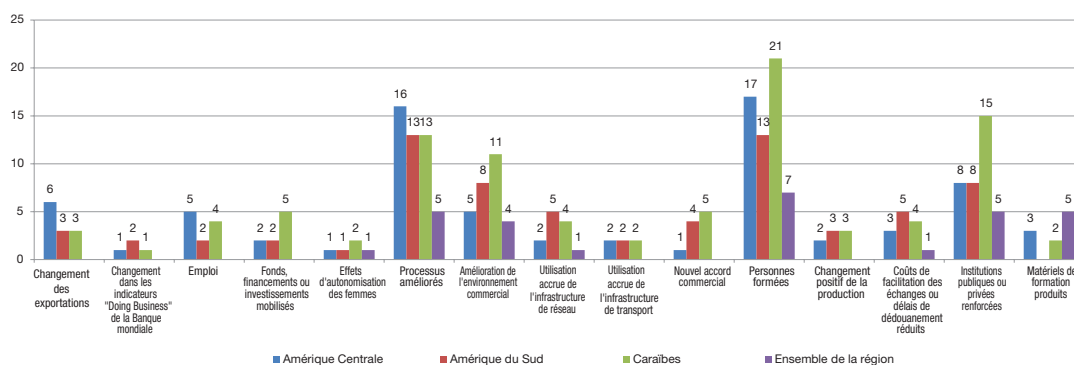
GRAPHIQUE 9: ABOUTISSEMENTS DES CAS D'EXPERIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC

Dans les sous-régions, les résultats montrent que les activités de formation étaient surtout importantes dans les Caraïbes et que l'amélioration des processus était plus fréquemment observée en Amérique centrale. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles davantage de cas d'expérience sur l'Amérique centrale indiquaient un plus grand changement des exportations par rapport aux Caraïbes ou à l'Amérique du Sud. Les cas d'expérience mentionnaient aussi davantage d'effets sur l'emploi pour l'Amérique centrale que pour les autres sous-régions. Un exemple en est le cas d'expérience présenté

par le Guatemala sur le projet d'augmentation des exportations de cardamome financé par le Canada. Le Guatemala a exporté 400 tonnes de cardamome en 2009, alors qu'il n'en exportait pas du tout en 2002. Il est dit que les revenus des familles ont augmenté de 24 à 35 pour cent, profitant en particulier aux nombreuses femmes qui participaient à chaque aspect du cycle de production.

GRAPHIQUE 10: ABOUTISSEMENTS DES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION

Rapport sur l'incidence



L'analyse de l'incidence des cas d'expérience confirme la difficulté d'imputer l'incidence des interventions au titre de l'Aide pour le commerce. Comme il a déjà été dit au sujet de certains cas d'expérience concernant les Caraïbes, le manque de données de référence ou d'indicateurs au départ empêche une évaluation approfondie de l'incidence proprement dite. Si de nombreux cas d'expérience montrent que l'Aide pour le commerce a eu un effet notable sur le commerce dans certains secteurs, et pays ou régions spécifiques, d'autres soulignent la nécessité d'améliorer l'évaluation de l'incidence au début d'un projet donné. La nécessité d'élaborer des indicateurs fondés sur des données de référence mesurables est tout aussi importante.

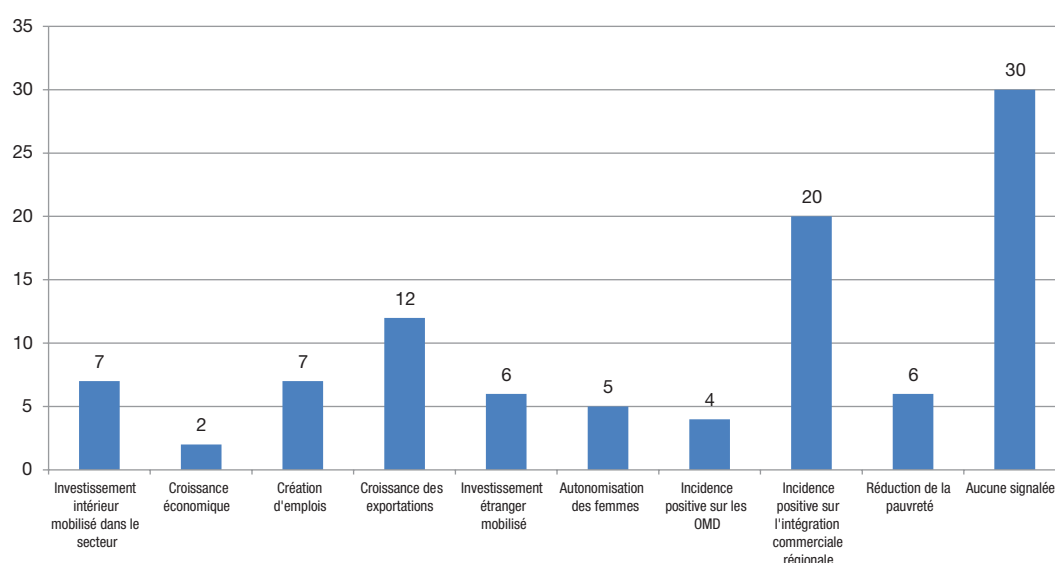
Dans l'évaluation de "l'incidence" que l'Aide pour le commerce a eue sur l'ensemble de la région ALC, il est intéressant de noter que la catégorie "aucune signalée" a été mentionnée 30 fois. Cela est peut-être dû à la difficulté de signaler une incidence démontrable et visible, ainsi qu'au fait que pour beaucoup de programmes, il faut attendre plusieurs années pour en voir les premiers résultats tangibles. Néanmoins, le niveau «d'incidence» peut être examiné sous d'autres angles et un grand nombre des cas d'expérience reçus contiennent effectivement des évaluations. Celles-ci sont liées au point de savoir si un projet a permis ou non de créer des emplois, ou d'accroître les exportations ou les fonds, financements et investissements mobilisés.

Au deuxième rang après la catégorie «aucune signalée» venait l'incidence positive sur l'intégration commerciale régionale (20 mentions). Cela ressort de nombreux cas d'expérience qui décrivent les efforts déployés pour satisfaire aux prescriptions SPS à l'étranger (voir l'encadré ci-après) ou qui abordent des questions liées à la facilitation du commerce transfrontières en vue de tirer avantage d'accords commerciaux récents. L'intégration régionale était suivie par la croissance des exportations avec 12 mentions. L'investissement intérieur mobilisé dans le secteur et la création d'emplois ont tous deux reçu sept mentions, tandis que l'investissement étranger mobilisé et la réduction de la pauvreté en ont chacun reçu six. L'autonomisation des femmes, l'incidence positive sur les objectifs du Millénaire pour le développement et la croissance économique ont enregistré respectivement cinq, quatre et deux mentions.

Encadré: Le respect des normes, y compris des mesures SPS – Une dimension clé de l'Aide pour le commerce

Plus de 15 cas d'expérience pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes étaient axés sur les mesures sanitaires et phytosanitaires en relation avec l'agriculture ou la pêche. De nombreux donateurs et partenaires comprennent que le respect des prescriptions SPS est la première étape importante vers l'expansion des exportations dans les domaines pour lesquels la région a des avantages comparatifs évidents, par exemple l'agriculture. L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a soumis trois cas d'expérience sur ses projets dans toute la région, tandis que la CARICOM, l'OECD et le Belize ont chacun présenté des cas soulignant la nécessité d'une solide coopération entre les ministères des pays des Caraïbes dans ce domaine. Un cas d'expérience présenté par le gouvernement des États-Unis exposait l'assistance fournie à la région de l'ALEAC-RD, qui était axée sur l'intégration du cadre réglementaire SPS en Amérique centrale, principalement au Guatemala, au Honduras, à El Salvador, au Costa Rica et en République dominicaine. Le programme a permis de former 4 300 personnes dans les secteurs public et privé, avec la participation de 1 000 entreprises, et d'engranger 100 millions de dollars EU de recettes d'exportation depuis 2006. Plusieurs cas d'expérience concernaient également la question des mesures SPS dans le secteur des exportations de produits de la pêche, avec des projets à la Grenade, au Honduras et au Nicaragua.

GRAPHIQUE 11: INCIDENCE DES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC

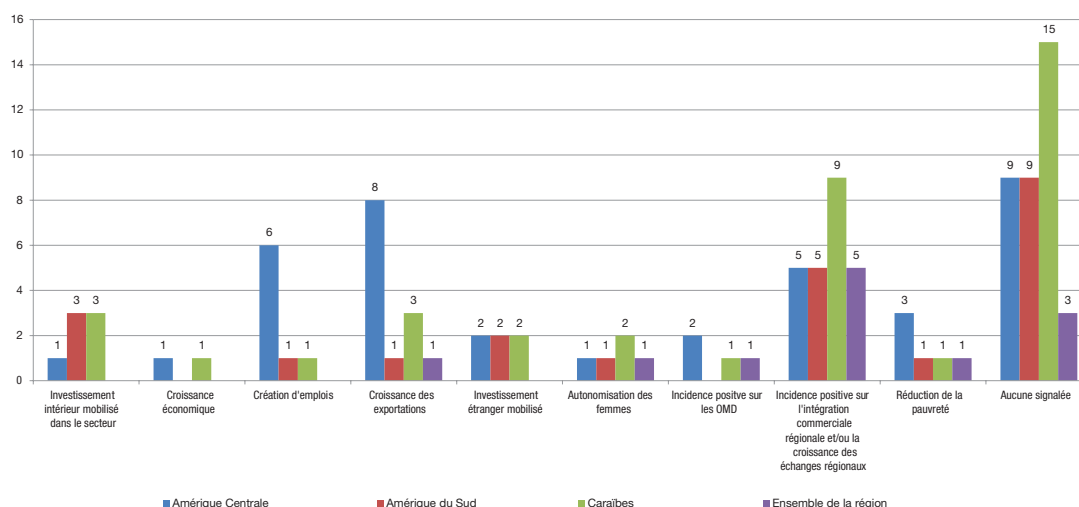


Dans les sous-régions, la plus forte incidence a été enregistrée dans les Caraïbes, avec pas moins de neuf mentions indiquant que les projets au titre de l'Aide pour le commerce avaient eu une incidence positive sur l'intégration commerciale régionale ou avaient abouti à une croissance des échanges régionaux. L'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et la région ALC dans son ensemble avaient reçu chacune cinq mentions indiquant que, dans une grande mesure, les projets avaient contribué de façon positive à l'intégration régionale en général. Mais concrètement, des résultats tangibles comme un accroissement des exportations ou la création d'emplois ont été surtout enregistrés en Amérique centrale.

Encadré: «Le processus de signature d'accords commerciaux régionaux a commencé en 2004 par des traités signés avec les États-Unis et la Chine. Aujourd'hui, le Pérou a également conclu des accords avec le Canada, le Chili et Singapour, ainsi que deux accords avec d'autres blocs commerciaux régionaux. En 2010, les exportations du Pérou s'élevaient à 20 milliards de dollars EU.» **Pérou: L'incidence de l'intégration du commerce dans les stratégies de développement.**

Pour toutes les régions il y avait au moins une mention de projets en place qui avaient favorisé l'autonomisation des femmes. Par exemple, le Pérou a présenté un projet d'exportation de textiles couronné de succès auquel participaient des femmes travaillant à Cuzco (Pérou). Dans le domaine de la réduction de la pauvreté, l'Amérique centrale avait aussi le plus grand nombre de mentions. La réduction de la pauvreté était citée comme un résultat clé dans le cas d'expérience du Costa Rica intitulé «L'ouverture des échanges, élément clé du Programme de développement». Le Costa Rica a dit que l'action conjuguée des accords commerciaux préférentiels et de la libéralisation progressive des échanges avait créé une solide plate-forme d'exportation qui avait permis de réduire le niveau de pauvreté du pays de plus d'un tiers. El Salvador, quant à lui, a présenté son projet «Zona Norte», un réseau de transport reliant les villes et les communautés rurales et qui a été mentionné comme étant l'un des moteurs d'un programme quinquennal visant à réduire la pauvreté et à améliorer le bien-être de la population dans la région.

GRAPHIQUE 12: INCIDENCE DES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION



«Au Brésil, le projet Exporta Fácil a amélioré la compétitivité des microentreprises ainsi que des petites et moyennes entreprises (PME) et facilité leur accès au commerce international. La participation de ces entreprises aux activités d'exportation s'est accrue et le projet a abouti à l'exportation d'une plus grande variété de produits brésiliens vers davantage de destinations. D'après une étude d'impact réalisée en 2008 par l'Union postale universelle, environ 10 000 entreprises qui n'avaient jamais exporté auparavant (pendant la période 2002-2008) ont pu accéder aux marchés extérieurs en utilisant ce service. L'étude de l'UPU montre également qu'en 2005, un exportateur brésilien sur dix n'aurait pas été en mesure d'envoyer ses produits à l'étranger sans ce service. De toute évidence, l'accroissement notable du volume des exportations par voie postale correspondait à une plus grande participation des entreprises brésiliennes au commerce régional et international.» **Brésil – Cas d'expérience sur le projet Exporta Fácil en Amérique du Sud**

LES FACTEURS DE SUCCÈS ET LES PROBLÈMES RENCONTRÉS

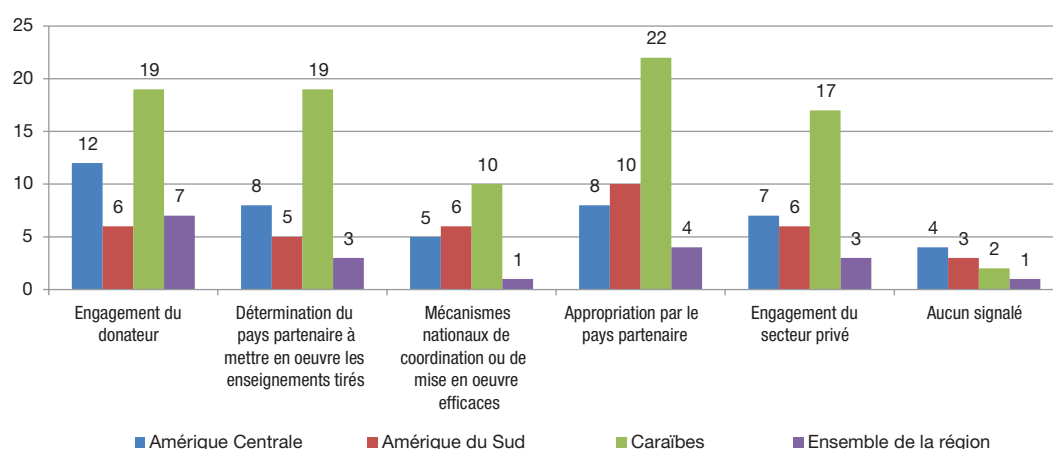
La majorité des cas d'expérience soumis par la région ALC et concernant cette région contenaient des sections détaillées sur les facteurs de succès et les problèmes rencontrés. Ces facteurs étaient principalement liés aux objectifs et à la conception des projets individuels ainsi qu'à leur financement et leur mise en œuvre.

Les cas d'expérience confirment clairement que l'appropriation par le pays et l'engagement du donateur sont des éléments cruciaux pour une intervention réussie et durable au titre de l'Aide pour le commerce. En outre, l'engagement du secteur privé est jugé important, à la fois dans le classement des besoins en fonction des priorités et dans la mise en œuvre. Des mécanismes nationaux de coordination efficaces sont également nécessaires, en particulier si le projet fait intervenir plus d'un ministère ou a une dimension régionale. La détermination du pays partenaire à mettre aussi en œuvre les enseignements tirés du projet est importante, surtout si le projet a été un succès et doit être reproduit ailleurs.

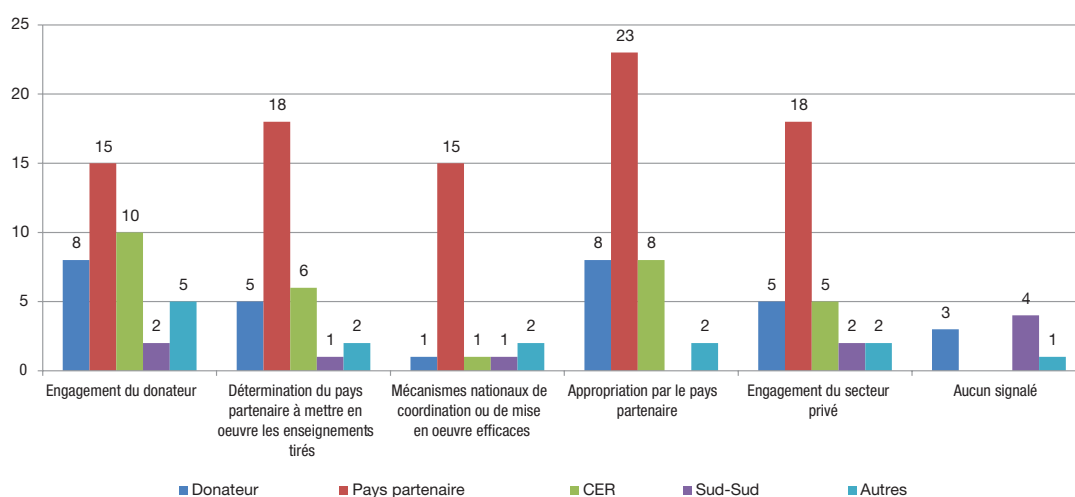
«Le succès des programmes apparaît largement imputable à l'intérêt des secteurs public et privé ainsi qu'à leur engagement en faveur du programme, comme l'ont démontré l'adoption de réformes juridiques et réglementaires majeures, les améliorations notables des capacités des laboratoires nationaux et l'augmentation des investissements des secteurs public et privé dans le secteur agricole des pays participants.» **Programme du gouvernement des États-Unis (USTR) pour le renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires liées au commerce de l'ALEAC-RD en Amérique centrale**

L'un des facteurs clés de la réussite d'un projet donné est le degré d'appropriation démontré par le pays partenaire. Les chances de succès d'un projet sont manifestement plus élevées lorsque le bénéficiaire y a été étroitement associé dès le début que dans le cas contraire. L'interaction régulière entre donateur et bénéficiaire est tout aussi importante. Par ailleurs, comme le montre le graphique, les autres facteurs jugés importants par les pays partenaires sont l'engagement du secteur privé et la volonté de mettre en œuvre tous les enseignements tirés des projets antérieurs. Les engagements du donateur et l'efficacité de la coordination ou de la mise en œuvre au niveau national étaient mentionnés moins fréquemment par les pays partenaires comme facteurs de réussite.

En ce qui concerne les donateurs, il est intéressant de noter que ces derniers mentionnent aussi souvent l'appropriation par le pays partenaire que l'engagement du donateur, pour ce qui est de la mise en œuvre réussie d'un projet. Un autre facteur mentionné, mais dans une moindre mesure, concerne l'engagement du secteur privé et la détermination du pays partenaire à mettre en œuvre les enseignements tirés.

GRAPHIQUE 13: FACTEURS DE RÉUSSITE DES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR SOUS-RÉGION

Parmi les sous-régions, les Caraïbes sont celle qui a le plus mis l'accent sur l'appropriation par le pays partenaire et son engagement comme facteurs de réussite, par rapport à l'Amérique centrale ou à l'Amérique du Sud. L'engagement du secteur privé et l'efficacité de la coordination nationale étaient aussi jugés importants. Le rôle des coopératives et leur niveau d'engagement en faveur d'un projet donné ont également été soulignés dans certains cas d'expérience. Par exemple, le Fonds finlandais de solidarité internationale a présenté un cas d'expérience sur la coopérative nicaraguayenne Tierra Nueva et son projet visant à aider les petits agriculteurs à exporter du café et du miel biologiques. Le succès du projet est principalement imputable à la participation active de la coopérative qui est ainsi devenue le premier exportateur de miel du pays.

GRAPHIQUE 14: FACTEURS DE RÉUSSITE DES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR CATÉGORIE

Problèmes rencontrés dans les cas d'expérience concernant la région ALC

Les cas d'expérience donnent eux-mêmes de nombreux détails sur les programmes et projets qui ont réussi et sur ceux qui ont échoué. Dans beaucoup de cas, pour les projets mis en œuvre avec succès, les chiffres et statistiques parlent d'eux-mêmes: temps de passage des frontières réduits de

40 pour cent ou 500 fonctionnaires formés sur les mesures SPS en Amérique centrale, par exemple. Néanmoins, certains cas d'expérience ne sont pas aussi faciles à catégoriser. Certains projets ont pu avoir des difficultés à obtenir un financement au départ ou à différents stades.

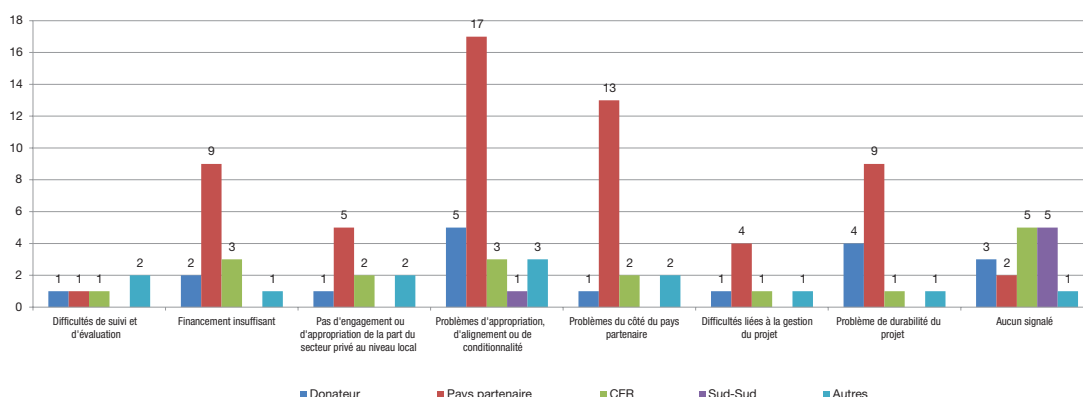
Du point de vue du pays partenaire, il a été dit que dans la plupart des cas d'expérience ayant rencontré des difficultés, les problèmes étaient de leur propre fait et liés à la gestion globale du projet. Les autres problèmes cités concernaient l'appropriation et l'alignement ainsi qu'un financement insuffisant, puis les questions relatives à la durabilité du projet.

Du point de vue du donateur, beaucoup moins de problèmes étaient signalés du côté du pays partenaire ainsi que sur la question du degré «d'appropriation» par un pays partenaire. Un cas d'expérience, cependant, a montré que les problèmes d'appropriation dans les pays partenaires pouvaient rapidement engendrer des problèmes de coordination et d'alignement, le résultat final étant une grosse perte de temps et la nécessité d'un financement supplémentaire. Un exemple est fourni par le Centre européen de gestion des politiques de développement et son cas d'expérience sur le Programme de mesures d'ajustement relatives au Protocole sur le sucre qui a été mis en œuvre dans les Caraïbes. L'objectif principal du projet était d'améliorer la compétitivité des producteurs de sucre et d'amener le secteur privé à jouer un rôle moteur. Mais cela s'est révélé problématique et il a été jugé nécessaire de continuer à soutenir les échanges axés sur le marché du secteur privé par un financement public accru. Ce dernier élément a été jugé crucial pour résoudre des problèmes tels que l'insuffisance des capacités humaines, la faiblesse de l'infrastructure physique et les lacunes dans le domaine des techniques de vente et de commercialisation.

«Il convient de prêter attention aux institutions nationales et infranationales qui mettent en œuvre les initiatives au titre de l'Aide pour le commerce. Les organismes comme le Bureau des normes, des douanes et des droits d'accise jouent également un rôle majeur dans ce processus, car ils facilitent le déroulement des échanges. Il importe de répondre à leurs besoins pour leur permettre de tirer pleinement profit de l'expansion des échanges.» **Trinité-et-Tobago – Mission de commerce des services en Guadeloupe et Martinique**

À la Grenade, les contraintes sur le plan des ressources humaines ont aussi fait obstacle à la réussite d'un projet visant à améliorer la qualité des produits de la pêche destinés à l'exportation. L'assistance initiale consistait à établir des organismes d'assurance de la qualité, des laboratoires d'essais, des instituts techniques et des entreprises de transformation, ainsi qu'à aider les petits exportateurs. Cependant, le projet s'est heurté à des difficultés faute de fonctionnaires formés. Des experts techniques possédant des connaissances en microbiologie ont donc rejoint le projet, afin de préparer la documentation nécessaire pour les exportations vers l'Union européenne. Ce projet a mis en lumière la nécessité d'un suivi rigoureux à chaque étape de la mise en œuvre.

GRAPHIQUE 15: PROBLÈMES RECONTRÉS DANS LES CAS D'EXPÉRIENCE CONCERNANT LA RÉGION ALC, RÉPARTITION PAR CATÉGORIE



Possibilités d'apprentissage aux niveaux intrarégional et interrégional

Les cas d'expérience soumis par la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et concernant cette région présentent des possibilités d'apprentissage aux niveaux intrarégional et transrégional. Ils donnent des indications qualitatives sur différentes interventions qui pourraient être reproduites dans d'autres régions et les enseignements tirés des expériences acquises. Les programmes concernant l'ensemble de la région ALC et visant à aider les exportateurs à respecter les prescriptions SPS dans les secteurs d'exportation clés en sont un bon exemple. Du fait de la nécessité de s'adapter à des mesures plus rigoureuses pour les exportations à l'étranger, davantage de ces produits seront exportés vers les pays voisins de la sous-région ou vers la région ALC dans son ensemble. Comme les fonctionnaires des douanes seront plus nombreux à recevoir une formation sur les mesures SPS et qu'ils seront davantage sensibilisés à la question, des efforts plus soutenus seront déployés pour assurer la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans l'ensemble de la région.

Les cas d'expérience font clairement ressortir l'importance de l'appropriation, de l'alignement et de la coordination, de la disponibilité de ressources suffisantes au moment voulu, ainsi que de la flexibilité tant du donateur que du pays partenaire. L'importance de la durabilité des projets et programmes par le biais d'éléments intégrés au projet, tels que la formation adéquate et en temps utile des fonctionnaires pour la maîtrise de nouveaux systèmes d'exploitation, est une constatation clé. Un large éventail de communications, émanant aussi bien de donateurs que de partenaires, ont relevé l'importance du renforcement des capacités humaines par la formation, notamment en relation avec des opérations de grande envergure, coûteuses et complexes telles que le système de certificat d'origine électronique numérique introduit en Colombie, ou les microbiologistes nécessaires à la Grenade.

Certains cas d'expérience ont aussi mis en évidence la nécessité d'une collaboration étroite entre le secteur public et le secteur privé pour le succès de plus grands projets régionaux ou interrégionaux. L'un et l'autre doivent être pleinement déterminés à faire aboutir le projet. Un exemple est le cas d'expérience du Mexique sur la convergence des accords commerciaux et ses efforts pour conclure des accords avec cinq pays d'Amérique centrale, à savoir le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. Malgré des difficultés initiales, les efforts déployés ont porté leurs fruits et des progrès ont été faits dans la recherche de points d'accord en matière de cadres réglementaires. Il est dit que le niveau d'engagement élevé des pays partenaires ainsi que l'implication rapide et totale du secteur privé ont permis d'établir une feuille de route claire pour l'achèvement des négociations d'ici la fin de 2011.

CONCLUSION

Les 67 cas d'expérience concernant la région ALC offrent un aperçu unique du fonctionnement de l'Aide pour le commerce sur le terrain. Ils présentent les projets mis en œuvre dans l'ensemble de la région ainsi que dans les sous-régions Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du Sud. Si chaque cas d'expérience raconte sa propre histoire, la vision d'ensemble qui s'en dégage en est une autre. Les cas d'expérience donnent des indications sur les priorités de la région ALC ainsi que sur les principaux besoins et domaines d'intérêt de chaque sous-région. Ils montrent aussi les domaines dans lesquels les donateurs ont été les plus actifs, et les types de projets ou de programmes ayant bénéficié de leur soutien.

Les voix des pays partenaires, des donateurs et des partenaires Sud-Sud sont au cœur de ces cas d'expérience, comme le sont celles des communautés économiques régionales et des organisations de la société civile. Elles demandent davantage d'engagement de la part des donateurs, davantage d'assistance à la coordination nationale, et davantage de compétences technique. Elles soulignent la nécessité d'une meilleure coordination et d'un plus grand échange de connaissances, notamment par le biais de la coopération Sud-Sud. En outre, elles relèvent la nécessité d'assurer la durabilité des résultats obtenus et d'élaborer des techniques de suivi et d'évaluation plus efficaces.

Certains thèmes communs ressortent des cas d'expérience. Ils ont trait à l'intégration et aux accords commerciaux régionaux, aux moyens de surmonter des obstacles non tarifaires tels que les mesures SPS, et aux défis à relever pour assurer la compétitivité.

- **Intégration et régionalisme** – Les meilleurs exemples de la façon dont les pays de la région ALC ont utilisé le commerce comme outil de développement, de réduction de la pauvreté et de création d'emplois viennent peut-être du Costa Rica et du Pérou. Ces deux pays ont acquis une vaste expérience depuis l'introduction d'importantes réformes commerciales et la négociation de nombreux accords commerciaux régionaux. À titre d'exemple, les réformes de la politique commerciale du Pérou ont conduit à un abaissement des droits de douane, de 67 pour cent en moyenne à moins de 3,5 pour cent. Cette mesure s'est accompagnée de la simplification des procédures douanières et de l'élimination des restrictions à l'importation de marchandises. En outre, des accords commerciaux ont été négociés avec l'Association européenne de libre-échange (AELE), l'Union européenne, le Canada, le Chili, la Chine, Singapour, la Corée du Sud et les États-Unis. Si ces réformes ont permis au Pérou d'élargir son accès aux marchés, elles n'ont pas garanti une augmentation des exportations. Des programmes supplémentaires ont dû être mis en place, comme celui qui vise à aider des femmes de Cuzco à rendre leurs produits textiles traditionnels plus compétitifs au niveau international. La société inscrite au registre du commerce «KAMAQ» – animée presque exclusivement par des femmes – a contribué non seulement à réduire la pauvreté dans cette région isolée mais aussi à améliorer l'égalité hommes-femmes dans l'activité économique.
- **Mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)** – Surmonter les obstacles non tarifaires tels que les mesures SPS était un thème récurrent de nombre de cas d'expérience dans la région ALC. Étant donné l'important potentiel des exportations agricoles dans la région, il n'est pas surprenant qu'autant de projets au titre de l'Aide pour le commerce aient consacré des fonds à la formation d'agriculteurs et de fonctionnaires sur la façon d'améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de se conformer aux normes SPS internationales. Le Belize, par exemple, bénéficiait de l'aide de plusieurs donateurs comme le Département du Royaume-Uni pour le développement international (DFID), la BID, l'Organisation des États américains (OEA) et le Fonds d'Aide pour le commerce de la CARICOM. Le respect des normes SPS internationales était si important pour l'économie de ce pays que le secteur privé, les médias et la société civile se sont associés au

secteur public pour faire aboutir les projets. Des expériences semblables ont été observées dans des États membres de la CARICOM, lorsque le Chili et l'OEA ont aidé à former des fonctionnaires provenant de divers pays des Caraïbes aux systèmes et méthodes de gestion dans le domaine SPS. Le message qui ressort clairement de plusieurs des cas d'expérience est que les mesures SPS ont des dimensions régionales importantes, non seulement pour ce qui est d'assurer la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans plusieurs pays (et réduire la propagation du risque) mais aussi parce que, une fois que les normes nationales ont été rendues conformes aux normes internationales, les possibilités d'exportation augmentent considérablement.

- **Compétitivité** – Qu'elle ait concerné la commercialisation de nouvelles marques de rhum dans les Caraïbes ou l'accès aux chaînes de valeur des entreprises multinationales au Costa Rica, l'amélioration de la compétitivité reste clairement l'un des principaux défis pour la région ALC. De nombreux cas d'expérience présentés mentionnaient la nécessité que les gouvernements donnent davantage la priorité à l'amélioration de la compétitivité des produits d'exportation. Beaucoup citaient aussi les liens entre les réformes commerciales récentes et les accords commerciaux régionaux, comme facteurs intensifiant la concurrence que rencontraient plusieurs pays partenaires sur les marchés mondiaux. C'est le cas pour les industries caribéennes du rhum et du sucre qui luttent pour obtenir une part de marché dans l'Union européenne, comme pour les femmes péruviennes qui s'efforcent de prendre pied sur le marché international très concurrentiel des vêtements et des textiles. La facilitation des échanges occupait également une place importante en Amérique centrale et Amérique du Sud, où de plus en plus de pays ont commencé à introduire des systèmes de dédouanement automatique pour réduire les temps d'immobilisation très coûteux aux frontières. En introduisant un système de certificat d'origine numérique, la Colombie a pu ramener les délais de dédouanement de deux à trois jours à dix minutes, générant ainsi d'importantes économies, à la fois pour les dépenses de personnel et les coûts administratifs. Au point de passage «El Amatillo» de la frontière entre El Salvador et le Honduras, où transite l'un des plus gros volumes de transactions liées au commerce d'Amérique centrale, un projet a été mis en œuvre pour améliorer les délais et procédures de dédouanement à la frontière en regroupant les renseignements et certificats dans un seul document électronique. Les délais de dédouanement sont ainsi passés de 62 minutes à huit minutes en moyenne.

Les cas d'expérience présentés dans le cadre du troisième Examen global de l'Aide pour le commerce donnent une vision détaillée du fonctionnement de l'Aide pour le commerce. Ils sont riches d'enseignements, surtout pour ce qui est de savoir ce qu'il ne faut pas refaire à l'avenir, ou sur quoi les donateurs devraient concentrer leurs efforts à venir. Ils montrent que les infrastructures matérielles et immatérielles, notamment les systèmes douaniers automatisés et la formation, par exemple, sont fondamentales. Les unes sont souvent indissociables des autres. Mais l'utilisation de réseaux régionaux pour le partage des connaissances et enseignements tirés de la mise en œuvre des politiques commerciales est également importante, comme l'ont montré, par exemple, certains des cas d'expérience concernant la région ALC, qui sont axés sur les mesures SPS. La nécessité de relier le renforcement des capacités de production et l'accès aux marchés d'exportation est aussi un constat clair. L'importance du financement du commerce pour les PME ne peut pas non plus être ignorée. Il faut continuer à examiner ces questions et transmettre les enseignements tirés aux bénéficiaires ainsi qu'aux fournisseurs pour assurer le succès des projets futurs au titre de l'Aide pour le commerce dans la région.

ANNEXE 1: GLOSSAIRE DES CAS D'EXPÉRIENCE SOUMIS SUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Soumis par	Titre
Antigua-et-Barbuda	Programme sur le rhum des Caraïbes financé par l'UE
Argentine	Assistance technique aux entreprises laitières de la région d'Arequipa/Puno (Pérou)
Argentine	Contrôles sanitaires, entreposage, transport et commercialisation de la viande
Argentine	Formation des pêcheurs nicaraguayens sur l'amélioration de leurs techniques de pêche durable
Belize	«Finalisation de la stratégie d'Aide pour le commerce du Belize»
CARICOM	Le Fonds d'affectation spéciale pour l'aide pour le commerce et l'intégration régionale en faveur des Caraïbes: un mécanisme de soutien d'Aide pour le commerce à la CARICOM et au CARIFORUM
CARICOM	Programme sur le secteur caribéen du rhum
CARICOM	Projet conjoint entre le Fonds européen de développement et le Secrétariat du Commonwealth sur la formulation, la négociation et la mise en œuvre de la politique commerciale (Hub and Spokes)
CARICOM	Établissement de l'Agence caribéenne pour la santé dans l'agriculture et la santé sanitaire des produits alimentaires (CAHFSA)
Agence de développement des exportations des Caraïbes	Aide pour le commerce
Centro de Derecho Economico Internacional (CDRI)	Gestion des conséquences involontaires de l'aide régionale apportée aux projets sur l'infrastructure commerciale: exemple du Réseau routier international méso-américain (RICAM)
Chili (Université du)	Programme Pymexporta
Chili	Renforcement de la gestion commerciale et institutionnelle du projet EXPORTA à El Salvador
Chili	Coaching Exportador
Colombie	Certificats d'origine numérisés
Colombie	Projet d'assistance technique au commerce extérieur

Soumis par	Titre
Costa Rica	L'ouverture des échanges, élément clé du Programme pour le développement
Costa Rica	Combiner la libéralisation progressive des échanges et les réformes avec une politique durable visant à attirer davantage d'investissements étrangers directs
Dominique	Mise en œuvre du programme ASYCUDA World: «L'histoire d'un succès»
République dominicaine	Installation d'un système de télécommunication numérique
Équateur	Établissement d'une politique nationale pour faire de la logistique un instrument de facilitation des échanges
Équateur	«Facilitation de l'assistance technique et du commerce»
El Salvador	Programme FOMILENIO financé par la MCC (Fondos del Milenio para la Zona Norte)
Centre européen de gestion des politiques de développement	Enseignements tirés du Programme de mesures d'ajustement pour le Protocole sur le sucre
Union européenne	Mise en œuvre de la phase II du Programme de développement du secteur privé et du commerce dans les Caraïbes (CTPSD) mis en œuvre par l'Agence de développement des exportations des Caraïbes
Grenade	Amélioration de la qualité des produits de la pêche destinés à l'exportation
Guatemala	Développement entrepreneurial des fédérations coopératives au Guatemala
Guyana	Lancement de la Stratégie de compétitivité nationale
Haïti	Introduction du système de dédouanement ASYCUDA
Honduras	Lancement et mise en œuvre du Programme de compétitivité nationale (Honduras Compite)
Banque interaméricaine de développement	Programme de réactivation du financement du commerce
Banque interaméricaine de développement	Défis et importance des règles d'origine dans la politique commerciale des pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes
Banque interaméricaine de développement	Transit international des marchandises par la frontière 'El Amatillo' entre El Salvador et le Honduras
Banque interaméricaine de développement	Projet méso-américain (PM)

Soumis par	Titre
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture	Initiative pour les Amériques sur les mesures sanitaires et phytosanitaires
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture	Renforcement des services de santé dans l'agriculture et de sécurité sanitaire des produits alimentaires grâce à l'utilisation de l'outil PVS (performance, vision et stratégie) de l'IICA
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture	Renforcement des capacités institutionnelles durables dans les pays des Amériques afin d'encourager leur participation active au Comité SPS
Société interaméricaine d'investissements, (un partenaire de la Banque interaméricaine de développement)	FINPYME ExportPlus
Centre international pour le commerce et le développement durable	Fonds d'affectation spéciale pour l'aide pour le commerce et l'intégration régionale en faveur des Caraïbes (CARTFund)
Fonds finlandais de solidarité internationale	Coopérative de petits agriculteurs nicaraguayens Tierra Nueva pour l'exportation de miel et de café organiques
Jamaïque	Projet Hubs and Spokes du Commonwealth: Renforcer les capacités des pays ACP en matière de formulation, négociation et mise en œuvre de la politique commerciale
Jamaïque	Stratégie nationale d'exportation
Jamaïque	Intégration productive des microentreprises en Jamaïque: augmenter la compétitivité des microentreprises dans les sous-secteurs de l'artisanat et de la transformation agricole
Montserrat	ASYCUDA World
Mexique	Plan de développement national pour 2007-2012
Mexique	Processus de négociation en cours pour transformer les accords commerciaux en vigueur entre le Mexique et cinq autres pays d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) en un seul accord de libre-échange (ALE)
Organisation des États américains	Programme de renforcement des capacités commerciales pour la mise en œuvre et l'administration des accords commerciaux
Organisation des États américains	Renforcement du système sanitaire officiel des biens agricoles pour les marchés d'exportation dans les États membres de la CARICOM
Organisation des États américains	Stratégie d'exportation et de capture de valeur de la propriété intellectuelle dans les Caraïbes

Soumis par	Titre
Organisation des États américains	Programme de Master professionnel en politique commerciale internationale à l'University of the West Indies (la Barbade)
Organisation des États des Caraïbes orientales	Programme de renforcement des capacités institutionnelles pour la politique commerciale financé par l'ACDI
Organisation des États des Caraïbes orientales	Projet Hub & Spokes financé par l'UE
Pérou	Partenariat public-privé et biodiversité: l'exemple de la Maca au Pérou
Pérou	Formation d'artisans (principalement des femmes) dans la région Cuzco (Pérou)
Pérou	Impact de l'intégration du commerce dans les stratégies de développement au Pérou
Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse	Établissement d'un centre national pour une production plus propre en Colombie
Espagne	Développement des capacités de pêche durable au Honduras méridional
Espagne	Négociations sur les accords internationaux en matière d'investissement pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Projet de développement du tourisme
Suriname	Amélioration de l'environnement de facilitation des échanges
Taipei chinois	Travaux avec le Ministère guatémaltèque de l'agriculture, de l'élevage et des produits alimentaires visant à établir et gérer une exploitation de démonstration pour la production de papaye
Taipei chinois	Projet sur les légumes d'Orient au Honduras
Centre technique pour l'agriculture et la coopération rurale et Centre européen de gestion des politiques de développement	Ajustements des échanges et de la production dans les pays ACP – enseignements tirés du Programme sur le rhum caribéen soutenu par les CE.
Trinité-et-Tobago	Mission de commerce des services en Guadeloupe et Martinique
CNUCED	Assistance fournie pour le renforcement des capacités et l'amélioration de la participation aux négociations de l'OMC dans les pays en développement et les pays les moins avancés
États-Unis	Programme de renforcement des capacités commerciales sanitaires et phytosanitaires de l'ALEAC-RD
Union postale universelle	Exporta Fácil

ANNEXE 2: MÉTHODOLOGIE POUR LA CODIFICATION DES CAS D'EXPÉRIENCE

Thème traité	Problèmes rencontrés	Facteurs de réussite	Résultats du projet ou programme	Aboutissements du projet ou programme	Incidence du projet ou programme	Suivi et évaluation	Enseignements tirés	Efficacité du projet
1. Politique commerciale	0. Aucun signalé	0. Aucun signalé	0. Aucun signalé	0. Aucun signalé	0. Aucun signalé	0. Aucun signalé	Aucun	Aucune signalée
2. Accession à l'OMC	1. Difficultés liées à la gestion du projet (y compris retards dans la mise en œuvre, procédures contraignantes, etc.)	1. Appropriation par le pays partenaire (engagement politique, par exemple)	1. Activités de formation (atelier, cours universitaire, séminaire, conférence, voyage d'études, etc.)	1. Personnes formées (secteurs public ou privé et milieux universitaires)	1. Investissement intérieur mobilisé dans le secteur	Non utilisé	Aucun signalé	Aucune
3. Facilitation des échanges	2. Financement insuffisant (financement du projet, financement d'un gouvernement partenaire, ou financement de suivi)	2. Engagement actif du secteur privé	2. Matériels de formation (manuel, rapport, étude, brochure, site Web)	2. Matériels de formation produits	2. Investissement étranger mobilisé	Utilisation de la gestion fondée sur les résultats	1. Bon projet ou programme (nécessité de le reproduire ou de le transposer à une plus grande échelle)	Réalisation de certains objectifs
4. Normes	3. Problèmes d'appropriation, d'alignement ou de conditionnalité (projet non conforme aux priorités nationales, conditions trop rigides, etc.)	3. Mécanismes nationaux de coordination ou de mise en œuvre efficaces	3. Nouveaux processus (douanes, normes, commerce, administration publique)	3. Processus améliorés (douanes, normes, commerce, administration publique)	3. Création d'emplois (au-delà du projet ou programme immédiat)	Suivi	2. Projet non conforme aux besoins du partenaire ou appropriation insuffisante	Réalisation de tous les objectifs
5. Compétitivité	4. Problèmes du côté du pays partenaire (mauvais fonctionnement des mécanismes de mise en œuvre, coordination, retards, etc.)	4. Engagement du donateur (politique, financier, flexibilité de la mise en œuvre, etc.)	4. Nouvelle politique (changement de politique commerciale, législation ou réglementation gouvernementale, etc.)	4. Institutions publiques ou privées renforcées	4. Croissance des exportations	Suivi et évaluation	3. Bon exemple de coordination nationale (secteur public)	Objectifs dépassés
6. Chaînes de valeur	5. Pas d'engagement ou d'appropriation de la part du secteur privé au niveau local	5. Détermination du pays partenaire à mettre en œuvre les enseignements tirés	5. Infra-structure de réseau nouvelle ou améliorée (énergie, eau, télécommunications)	5. Coûts de facilitation des échanges ou délais de dédouanement réduits	5. Croissance économique (sectorielle ou dans l'ensemble de l'économie)		4. Mauvais exemple de coordination nationale (secteur public)	
7. Diversification/promotion des exportations	6. Problèmes de durabilité du projet		6. Infrastructure de transport nouvelle ou améliorée (portuaire, routière, ferroviaire, aérienne)	6. Nouvel accord commercial	6. Auto-nomisation des femmes		5. Bon exemple de partenariat public-privé	

Thème traité	Problèmes rencontrés	Facteurs de réussite	Résultats du projet ou programme	Aboutissements du projet ou programme	Incidence du projet ou programme	Suivi et évaluation	Enseignements tirés	Efficacité du projet
8. Infrastructure de réseau (énergie, eau, télécommunications)	7. Difficultés de suivi et d'évaluation (par exemple, dans l'établissement de repères ou d'indicateurs destinés à évaluer l'incidence du commerce)		7. Produit exporté (nouveau ou existant) ou accès à une chaîne de valeur	7. Utilisation accrue de l'infrastructure de réseau (par exemple, utilisateurs de téléphones portables ou d'Internet, etc.)	7. Réduction de la pauvreté		6. Nécessité d'un engagement accru de la part du secteur privé	
9. Infrastructure de transport (portuaire, routière, ferroviaire, aérienne)			8. Service exporté (nouveau ou existant) ou accès à une chaîne de valeur	8. Utilisation accrue de l'infrastructure de transport (par exemple, plus de transport de fret, d'amarrage de navires, etc.)	8. Incidence positive sur les OMD		7. Les aboutissements et/ou l'incidence du projet se poursuivent après la conclusion de ce dernier (projet durable)	
10. Ajustement lié au commerce			9. Propriété intellectuelle (nouvelle ou existante) créée ou exportée	9. Changement positif de la production (par exemple, coût réduit, augmentation du volume)	9. Incidence positive sur l'intégration commerciale régionale et/ou la croissance des échanges régionaux		8. Aboutissements et/ou incidence du projet non durables	
11. Intégration régionale			10. Fonds, financements ou investissements mobilisés	10. Emploi (nouveau ou existant)	10. Négatif (préciser)		9. Nécessité d'un plus grand soutien pour garantir la durabilité du projet	
12. Financement du commerce				11. Effets d'autonomisation des femmes			10. Nécessité de traiter des problèmes imprévus supplémentaires	
13. Autonomisation des femmes				12. Changement des exportations (volume ou valeur)			11. Manque de chronologie entre les programmes nationaux et régionaux	
14. Autres (préciser)				13. Changement des importations (volume ou valeur)			12. Nécessité d'un plus grand renforcement des capacités institutionnelles	
				14. Amélioration de l'environnement commercial (au niveau réglementaire ou au niveau des performances)			13. Nécessité de l'engagement des médias/de la société civile	
				15. Changement dans les indicateurs «Doing Business» de la Banque mondiale				
				16. Fonds, financements ou investissements mobilisés				

